



## Après la guerre : le Moyen-Orient en recomposition

cahier de la pensée mili-Terre

Le Lieutenant-colonel GERVAIS

Publié le 08/09/2018

Histoire & stratégie

**Les combats qui, à l'été 2006, ont mis aux prises l'armée israélienne et les forces du Hezbollah libanais, avec comme victimes collatérales le reste de la population et du potentiel économique du Liban, constituent l'une des plus longues « guerres israélo-arabes » (35 jours). Ils ont impliqué au premier plan, quoiqu'à des degrés différents, Israël, le Liban dans toutes ses composantes, et les Palestiniens des Territoires. Mais ils ont eu bien évidemment des conséquences régionales et conduit une nouvelle forme d'implication, non dénuée d'ambiguïté, des principaux acteurs internationaux.**

Dans ce type d'affrontement où, comme l'ont dit de beaux esprits, « qui ne gagne pas perd et qui ne perd pas gagne », et en l'absence de vainqueur évident, Israël, habitué à écraser ses adversaires en quelques jours, apparaît incontestablement comme l'auteur d'une contre-performance militaire flagrante, qui semble due :

- à la bonne préparation du Hezbollah, sous-estimée par le renseignement israélien,
- aux hésitations de la direction israélienne, capable d'une riposte rapide mais incapable de l'exploiter en temps utile par une opération terrestre d'envergure,
- à une erreur de l'état-major : le choix exclusif de la stratégie aérienne, inefficace et politiquement contre-productive.

En bref, absence de clairvoyance et de leadership.

Pour Israël les conséquences sont surtout négatives.

- au plan intérieur, une crise de confiance de la société devant la fragilité de ses élites politiques et militaires,
- au plan régional, la politique de « désengagement unilatéral », qui semblait assez généralement acceptée après le retrait réussi de Gaza, est sans doute définitivement abandonnée. La preuve est faite que la « clôture de sécurité » n'en

procure aucune face aux Katiouchas, voire aux missiles. Il faudra donc reprendre le dialogue, en premier lieu avec les Palestiniens, dans les pires conditions possibles, et tout en suspendant tout retrait de Cisjordanie,

- sur la scène internationale, l'attitude israélienne, surtout envers le Liban, a ravivé les tensions entre Européens (pour qui Israël devient de plus en plus le principal fauteur d'instabilité du Proche-Orient) et Américains (pour qui il demeure la première ligne de défense face à l'islamo-fascisme). Le rapprochement tactique entre Paris et Washington sur le dossier libano-syrien semble avoir vécu,
- enfin, plus généralement, le monde musulman est réuni dans sa haine et son rejet d'Israël, voire de l'Occident dans son ensemble : on est plus près que jamais du conflit de civilisation.

Au Liban, où la surprise a été totale face à l'offensive aérienne généralisée d'Israël, le Premier ministre a réussi à établir une certaine autorité sur des forces politiques traversées par les clivages confessionnels bien connus mais aussi par la division plus récente entre les « forcés du 14 mars »[1] et le camp pro-syrien. Toutefois, l'étroitesse de sa marge de manœuvre le contraint à un double langage extrêmement dangereux (notamment quant au désarmement du Hezbollah) et donc lourd de menaces pour la pérennité de la trêve.

Les pays arabes sont une fois de plus des spectateurs impuissants. La Ligue arabe est divisée mais la Syrie n'y est pas isolée. La plupart des pays redoutent que le Hezbollah ne prenne une importance excessive mais :

- les gouvernements, y compris dans l'aire sunnite, sont en profond décalage avec leurs opinions publiques et doivent éviter de prêter le flanc aux extrémistes,
- les médias régionaux, en diffusant des images très dures du conflit et de ses conséquences sur les populations (au Liban mais aussi à Gaza) ont rendu toute posture modérée pratiquement impossible,
- Nasrallah, bien que porté par la « rue arabe », a tenu un discours relativement « raisonnable », surtout envers le gouvernement libanais,
- de même, la Syrie a veillé à apparaître comme un acteur incontournable et responsable, en particulier en ne fermant pas sa frontière et en accueillant ainsi un nombre considérable de réfugiés.

Enfin l'Iran a trouvé dans cette crise une occasion idéale pour avancer ses pions le long des 3 axes de sa politique étrangère :

- le dossier nucléaire,
- l'affirmation d'une stature de puissance régionale,
- et en parallèle, celle d'un leader spirituel et idéologique du monde musulman, par-delà le clivage du Chiisme.

À l'ouverture des hostilités, les trois acteurs principaux, israélien, libanais et palestinien, venaient de traverser une phase d'expérimentation politique, qui dans chaque cas conduisait à une impasse.

- au Liban, après les bouleversements du 14 mars, la résolution 1559 et le « retrait » syrien, les anciennes lignes de fracture confessionnelles redevenaient prépondérantes, alors que le Hezbollah accaparait la rhétorique (et la réalité) de la résistance,
- dans les Territoires palestiniens, au terme d'un long processus mal maîtrisé car soumis à diverses contraintes extérieures, le Hamas était en cours de fragmentation,

- de même en Israël, les dernières élections ont donné 60% des voix à des partis communautaires qui s'en remettaient pour la politique étrangère aux héritiers d'un « sharonisme » en pleine mutation.

Aussi, tout en demeurant prudent vis-à-vis de toute notion de déterminisme, et sans pouvoir trancher la question d'une éventuelle coordination politique voire opérationnelle entre le Hezbollah et le Hamas, toutes les conditions étaient réunies pour que les éléments les plus déterminés des deux formations islamistes ne cherchent à conforter leur position en faisant plier Israël, militairement dans le premier cas, politiquement (sur l'important dossier des prisonniers) dans le second.

Après la cessation des hostilités, les enjeux paraissent très similaires chez les trois protagonistes : reconstituer l'unité nationale, panser les plaies physiques et économiques, et surtout choisir la marche à suivre (guerre froide ou paix négociée) pour le moyen terme. Compte tenu du traumatisme subi par les diverses forces politiques, de tels objectifs requièrent un renouvellement des coalitions et des équipes gouvernementales, peut-être de nouvelles élections. En effet, dans l'immédiat, c'est toujours la logique d'affrontement qui prévaut.

La mise en œuvre des mécanismes habituels des Nations Unies, tardivement et en ordre dispersé, a abouti à la résolution 1701 et au déploiement de la FINUL renforcée (FINUL II).

Les perspectives à court terme ne sont pas mauvaises : la résolution s'applique, la force se déploie et, fait exceptionnel, la Chine, qui a toujours tendance à demeurer en marge des opérations internationales, s'engage de manière significative.

Mais cela ne doit pas cacher que dans la région le soutien à la résolution 1701 n'est que de façade à peu près partout, au point que l'on doit se demander si la vocation de la FINUL II n'est pas de permettre aux combattants de souffler un peu avant la reprise des hostilités...

En effet, son mandat impose à la FINUL une posture de « maintien de la paix », ce qui implique l'accord des belligérants, et lui prescrit en outre d'agir en soutien de l'Armée libanaise, notoirement incapable et en outre peu encline à remplir les missions qui lui sont fixées par la 1701.

Quant à passer à une posture d'imposition de la paix, la FINUL n'en a ni le mandat, ni les moyens, ni les objectifs politiques qui lui imposeraient de prendre parti (cf. la Bosnie ou le Kosovo). Enfin, elle souffre dès le départ d'un manque de crédibilité car les Etats-Unis, perçus à tort ou à raison comme l'arbitre suprême par toutes les parties au conflit, n'y sont pas représentés.

Au final, même si la situation est figée dans un calme précaire, il serait prématuré de penser que la cessation des hostilités est acquise. A ce jour, le seul argument pour une trêve prolongée, en tout cas sur le front libanais, est la nécessité pour les belligérants de repenser leur stratégie et de reconstituer leurs capacités.

Il se peut que la FINUL II soit aussi peu efficace que la FINUL I, avec le risque terroriste en plus. La question ne s'est pas vraiment posée, car pour les grands pays européens, le coût de la non-intervention aurait été politiquement prohibitif. Mais le sentiment prévaut désormais qu'il est ridicule et insupportable de continuer à payer pour une paix dont personne ne voudrait vraiment...

Paradoxalement, comme après chaque intervention occidentale dans la région depuis

1990, l'Iran se trouve nettement conforté sans avoir tiré un coup de feu. Il a simplement rappelé sa capacité d'influence, voire de nuisance, sur tout règlement qui méconnaîtrait ses intérêts. Quant aux forces occidentales, elles dispersent leurs moyens et se trouvent aujourd'hui en difficulté sur trois théâtres... sans que l'on puisse exclure l'ouverture d'un quatrième, en l'absence d'une négociation sérieuse entre Israël et ses voisins ni entre les Etats-Unis et l'Iran.

[1] Coalition principalement articulée autour des sunnites de Saad Hariri, des Druzes de Walid Joumblatt et des chrétiens de Samir Geagea.

---

**Titre :** Après la guerre : le Moyen-Orient en recomposition

**Auteur(s) :** le Lieutenant-colonel GERVAIS

---